



**Partenariat
Mondial**
pour une coopération efficace
au service du développement

Sixième réunion du Comité de pilotage

Compte-rendu succinct

Sixième réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial
Le 9 juillet 2014, à New York

Personnes à contacter :

M^{me} Hanna-Mari Kilpelainen, tél : +33 1 45 24 98 32, courriel : hanna-mari.kilpelainen@oecd.org
M. Derek Kilner, tél : +1-212-906-5742, courriel : derek.kilner@undp.org

Séance d'ouverture

1. Les représentants du Coprésident néerlandais et du Coprésident mexicain ont commencé la réunion en souhaitant la bienvenue aux membres du Comité de pilotage et présenté les remarques liminaires des coprésidents ministériels via des messages vidéo.

2. Madame Lilianne Ploumen, ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au développement des Pays-Bas, a souhaité la bienvenue au Comité de pilotage, indiquant que le Partenariat porte sur « la façon » de réaliser les ambitions communes en matière de développement et concerne aussi l'implication active d'un large ensemble de partenaires. Elle a également salué la participation et l'intérêt de parties prenantes très diverses et s'est félicitée de l'intérêt que le Secrétaire général de l'ONU a manifesté pour le travail du Partenariat. En outre, elle a indiqué qu'elle se réjouissait à la perspective de rencontrer les membres du Comité lors de la prochaine réunion qui sera accueillie par les Pays-Bas.

3. Monsieur Jose Antonio Meade, ministre des Affaires étrangères du Mexique, a noté que le Mexique était convaincu du potentiel que représente le Partenariat en tant qu'outil important pour la réalisation d'une coopération accrue et meilleure en matière de développement. Il a déclaré que le Partenariat pourrait apporter une contribution précieuse, notamment dans le contexte de l'après-2015, en établissant des liens entre le « quoi » et le « comment » des efforts de développement et en garantissant l'impact maximal des ressources et des activités. Notant deux caractéristiques uniques du Partenariat, à savoir les partenariats multi-parties prenantes et son orientation vers les résultats, il a souligné que le Comité de pilotage se devait de devenir vraiment représentatif des circonscriptions de ses membres. Il a insisté sur le fait que le Partenariat était bien plus qu'un atelier ou qu'une réunion de haut niveau, le qualifiant de meneur d'actions et de laboratoire des meilleures pratiques pour l'obtention de résultats sur le terrain. Il a demandé au Comité d'assumer son rôle en tant qu'ambassadeur et de donner l'exemple en mobilisant des efforts pour une coopération efficace au service du développement.

4. Le Président a annoncé la nomination récente de Goodall Gondwe, ministre des Finances du Malawi, en tant que troisième Coprésident du Partenariat mondial, et représentant les bénéficiaires de la coopération au développement. Le Malawi (représenté par Charles Msosa, ambassadeur à l'ONU) a déclaré qu'en tant que pays africain mais aussi que membre de l'Union africaine, il était heureux de participer et de représenter les positions africaines ainsi que de contribuer en apportant son propre point de vue national et régional.

5. L'Union africaine, qui a coordonné le processus de nomination pour choisir le Coprésident africain, a félicité le Mexique pour la réussite de la Réunion de haut niveau et a expliqué les processus qui ont abouti à la sélection du Malawi. Pour mettre fin à une série d'introductions de chaque membre du Comité de pilotage, les Coprésidents ont noté que l'Afghanistan était le nouveau représentant du groupe g+7 des États fragiles et touchés par les conflits, mais qu'il n'avait pas pu assister à la réunion en raison d'engagements intérieurs.

Séance 1 : Vision du Partenariat mondial

6. Cadrant la vision dans le contexte politique, le Président (Juan Manuel Valle, Directeur exécutif d'AMEXCID, Mexique) a souligné le rôle important que le Comité de pilotage devrait jouer au cours de la prochaine période biennale dans l'identification de synergies entre le Partenariat et le processus de l'après-2015. Reconnaisant les engagements non tenus des objectifs précédents de développement, il a relevé les responsabilités qui incombent aux membres du Comité de pilotage et aux membres du Partenariat élargi, pour assurer une utilisation efficace des ressources alignées sur les priorités nationales en vue d'obtenir des résultats sur le terrain. Il a souligné l'importance d'atteindre tous les pays se trouvant à différents stades de développement et dans différents contextes, notamment les plus vulnérables, tels que les pays du g7+. Il a également reconnu le rôle important de toutes les parties prenantes,

soulignant que les gouvernements ne pouvaient pas, en agissant seuls, parvenir à un développement pour tous. Il a appelé à des résultats concrets sur le terrain pour démontrer la valeur du Partenariat.

7. Les Pays-Bas ont ajouté que le Partenariat constitue une plateforme assurant l'échange des meilleures pratiques et le suivi des progrès, telle que présentée dans la ville de Mexico. Les Pays-Bas ont souligné que les membres du Comité de pilotage devraient discuter de la vision avec leur circonscription respective et fournir toute rétroaction supplémentaire aux Coprésidents afin de leur permettre de finaliser la vision pour la prochaine réunion du Comité de pilotage qui aura lieu aux Pays-Bas (en décembre 2014/janvier 2015). Le débat qui a suivi est résumé ci-dessous sous cinq grands thèmes :

Mettre l'accent sur l'action à mener au niveau national

8. Le Comité a noté l'importance de mettre l'accent sur des actions et des enseignements concrets pour une meilleure coopération au service du développement au niveau national, insistant sur la nécessité de mettre en exergue les politiques pragmatiques qui ont fait leurs preuves et de faciliter le dialogue sur la façon dont le Partenariat peut soutenir de manière concrète une coopération plus efficace dans des contextes différents (Bangladesh, UIP, Corée, OCDE, Pérou, CGLU, États-Unis). Les membres ont souligné la nécessité de mettre en œuvre au niveau national les questions en instance et les travaux concrets sur les thèmes de la RHN du Mexique ainsi que les initiatives volontaires. Afin de renforcer le caractère « axé sur les pays » du Partenariat, il a été demandé de recentrer les efforts déployés, du niveau mondial au niveau national, y compris de soutenir les efforts de mise en œuvre déployés entre les réunions du Comité de pilotage ainsi que d'investir dans ces derniers, et, de réserver les capacités de l'équipe d'appui conjointe pour un travail plus orienté vers les pays (États-Unis). La Banque mondiale a mis en exergue l'approche du développement des banques multilatérales de développement (BMD) fondée sur le soutien aux partenariats dirigés par les pays, à la transparence et aux résultats.

9. Certains membres ont indiqué que les valeurs du Partenariat, notamment une approche fondée sur les droits, l'égalité hommes-femmes, le travail décent et l'environnement favorable, devraient clairement figurer dans les travaux à l'échelon national (POED, Union européenne). À cet égard, la CSI a indiqué qu'il fallait aborder la question du rétrécissement de l'espace destiné aux OSC. L'UA a souligné l'importance de questions telles que la prévention des flux financiers illicites et l'exploitation des envois de fonds.

Encourager l'inclusion et renforcer les perspectives régionales

10. Les membres du Comité ont noté que la configuration multi-parties prenantes du Partenariat représente un atout majeur et devrait apparaître clairement au niveau de chaque pays, soulignant ainsi l'importance de l'engagement véritable d'un large éventail de parties prenantes nationales, ce qui a été perçu comme l'un des principaux défis auxquels a fait face le premier cycle (UE, UIP).

11. Les membres ont souligné la contribution stratégique que les organisations et les plateformes régionales pourraient apporter en plaidant pour une coopération plus efficace et en maintenant l'élan politique concernant les principes de Busan. Il a été suggéré que les organisations et les plateformes régionales pourraient jouer un rôle important dans la participation de parties prenantes supplémentaires au travail du Partenariat, notamment en apportant un soutien au renforcement des capacités et en identifiant les moyens pratiques de participation (UA, SFIP, États-Unis).

12. Le secteur privé a exprimé la nécessité d'avoir un concept plus large de l'engagement du secteur privé, qui va au-delà des grandes multinationales et a souligné l'importance d'un

environnement favorable aux affaires, ainsi que le besoin urgent de relever les défis liés au secteur informel. La Banque mondiale, au nom des banques multilatérales de développement, a demandé de s'appuyer sur les discussions de fond et les engagements pris au Mexique pour promouvoir le rôle du secteur privé en tant que partenaire du développement.

Investir dans l'apprentissage mutuel et dans la communication claire des résultats

13. Parallèlement à la mise en œuvre nationale, les débats ont montré l'importance de saisir et de partager les bonnes pratiques au niveau national pour faciliter l'apprentissage mutuel. Certains membres ont insisté sur la nécessité de réunir des données probantes sur l'innovation et les résultats concrets de différentes initiatives ainsi que de les présenter et de les communiquer largement dans un langage aisément compréhensible par ceux qui ne sont pas des praticiens du développement (Fondations, Corée, Mexique, OCDE, PNUD/GNUD). La Corée a informé les membres de son engagement à accueillir une réunion annuelle sur la mise en œuvre de Busan, reconnaissant l'urgence de trouver les moyens de mettre les bonnes pratiques et modalités en valeur. La réunion en Corée pourrait être aussi un espace important pour présenter les réussites des Éléments constitutifs (*Building Blocks*) et les Initiatives volontaires du Communiqué du Mexique. En outre, El Salvador a proposé de développer des activités au niveau régional afin de partager ses propres expériences dans le cadre du processus de suivi et de son Plan national pour une coopération efficace au service du développement, de concert avec d'autres pays, en tant que contribution à l'atelier coréen.

Renforcer la redevabilité et les efforts de suivi

14. Reconnaissant l'importance du suivi pour une meilleure redevabilité et une plus grande transparence, les membres du Comité ont souligné la nécessité d'agir pour combler les lacunes et relever les défis identifiés dans le rapport de suivi publié à la veille de la réunion de Mexico, et également pour s'assurer que le cadre de suivi apporte des contributions utiles pour aider à déterminer les efforts de redevabilité à l'échelle mondiale dans le cadre plus large de l'après-2015 (Banque mondiale/BMD). Des membres ont également proposé que le Comité de pilotage déploie des efforts pour inciter davantage de parties prenantes à participer au processus de suivi (UA, Bangladesh, POED, Corée, UIP).

15. Les membres ont exprimé leur soutien à la poursuite du renforcement du cadre de suivi du Partenariat, tant dans ses aspects méthodologiques que consultatifs, et ont donné des exemples de leurs propres efforts en matière de redevabilité, comme le soutien de la Banque mondiale aux institutions de régulation et d'audit en vue d'assurer le suivi des résultats des interventions de développement au niveau national et du protocole d'accord sur les activités de coopération et statistiques, signé par les BMD et l'ONU, afin de renforcer conjointement les capacités statistiques au niveau des pays ; les efforts de l'UIP pour mettre place des indicateurs permettant d'évaluer la performance des parlementaires et d'établir des cadres réglementaires ; et, l'expérience des Philippines dans le domaine de la gestion de l'aide humanitaire par le biais de la mise en place d'un Centre pour la transparence de l'aide extérieure (FAITH) afin d'assurer la coordination ainsi que la transparence et la redevabilité de toutes les parties prenantes.

Contribuer au Programme de développement pour l'après-2015

16. Des membres ont mis en exergue la nécessité de contribuer aux processus déterminant le Programme de développement pour l'après-2015 et de les orienter, et, ont souligné l'importance d'identifier des synergies plus étroites avec les processus menés par l'ONU (Corée, Pérou, PNUD/GNUD), y compris avec la Conférence internationale sur le financement du développement (FdD) prévue pour 2015. La Corée a exhorté le Comité de pilotage à exprimer collectivement l'importance du Partenariat dans les processus de négociation des ODD en cours. Le Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique a souligné l'importance constante de l'APD, comme source de financement pour de nombreux petits États insulaires en développement et a

appelé au maintien de l'attention politique aux principes de l'efficacité de l'aide dans la réalisation des résultats de développement. Le Groupe de coordination des donateurs arabes a insisté sur la nécessité de se concentrer également sur des livrables plus immédiats pour élaborer le Programme de développement pour l'après-2015, comme la contribution au rapport de synthèse du SGNU.

17. Concernant la vision globale du Partenariat pour la prochaine période biennale, il a été suggéré de formuler des objectifs généraux et de les relier à la prochaine Réunion de haut niveau en tant que résultats souhaités (UE, Corée). En outre, des propositions ont été faites pour trouver le juste milieu dans l'énoncé de la vision, entre les groupes de parties prenantes, y compris de mettre davantage l'accent sur la société civile parallèlement à l'accent actuel mis sur le secteur privé (UE, POED).

Séance 2 : Réaliser la vision du Partenariat mondial (présidée par les Pays-Bas)

18. Le Président (Christian Rebergen, Directeur général adjoint de la Coopération internationale des Pays-Bas) a présenté la séance en insistant sur l'importance de la direction dont doit faire preuve les membres du Comité de pilotage pour réaliser la vision du Partenariat mondial. Il a noté que les membres devraient servir de canal d'information entre le Comité et les autres membres de leur circonscription, avec les Coprésidents et l'équipe d'appui contribuant à la diffusion plus large des messages et des conclusions. Il a invité le Comité à fournir une rétroaction sur la façon : d'accomplir au mieux ce modèle représentatif des circonscriptions ; d'utiliser les plateformes régionales ; de présenter des exemples précis de ce qui fonctionne sur le terrain ; et, d'utiliser au mieux l'intervalle séparant les réunions du Comité pour progresser sur le terrain.

19. Le Comité a évoqué la nécessité pour ses membres de représenter plus activement une circonscription plus large (POED, UIP, PNUD/GNUD, États-Unis). Certains membres ont aussi demandé s'il existait peut-être des moyens de renforcer la redevabilité des membres exerçant cette fonction de représentation et, : ont souligné la nécessité pour les membres de consacrer des effectifs suffisants pour appuyer leur rôle au sein du Comité (États-Unis) ; ont recommandé que le Comité joue un rôle plus important dans l'établissement du programme du Partenariat (POED) ; ont suggéré d'avoir une « déclaration de mission » pour les membres du Comité (UE) ; et, ont pris note qu'il était attendu des membres du Comité qu'ils évoquent les questions d'efficacité dans d'autres forums (Bangladesh).

20. En ce qui concerne le fonctionnement du Comité, plusieurs membres ont suggéré que le Comité adopte un débat davantage axé sur le fond et un rôle décisionnel, avec des déclarations de position issues des circonscriptions, fournies à l'avance en tant que contribution à la réunion, plutôt que communiquées au cours des réunions mêmes (États-Unis) ; qu'une attention plus grande soit accordée aux réunions du Comité sur le travail effectué au niveau des pays, avec au moins un thème d'actualité discuté par réunion (OCDE) ; que le Comité se réunisse moins fréquemment (secteur privé) ; et, que le rôle à venir des observateurs soit précisé (UE).

21. Les membres du Comité ont souligné l'importance d'utiliser des événements concrets (nationaux, régionaux ou mondiaux) comme des étapes critiques pour l'orientation des travaux du Partenariat ; et, d'utiliser des réunions et des réseaux existants pour faire avancer les travaux du Partenariat, en particulier au niveau régional (UA, Bangladesh, OCDE, SFIP, PNUD/GNUD).

22. La Corée a présenté une mise à jour des plans de l'atelier annuel sur la mise en œuvre de Busan, qui se tiendra à Séoul les 6 et 7 novembre 2014. L'accent sera mis sur les progrès réalisés au niveau des pays, tant quantitatifs que qualitatifs, et devraient compléter d'autres travaux accomplis par l'équipe d'appui. Cet atelier présentera également les résultats de certains Éléments constitutifs et de certaines Initiatives volontaires ; se penchera sur le renforcement du processus de suivi ; impliquera des consultations avec les OSC, le secteur privé et d'autres

circonscriptions ; et, examinera le lien établi avec le Programme de développement pour l'après-2015. Il servira également à sensibiliser au Partenariat. Environ 100 participants seront invités, exerçant des fonctions aussi bien managériales qu'opérationnelles, y compris des représentants des membres du Comité, ainsi que des représentants de pays qui ne prennent pas activement part au Partenariat comme la Chine et le Brésil. En outre, la Corée envisage d'organiser une formation de trois jours pour combler le fossé entre le programme des politiques à l'échelle mondiale et le travail sur le terrain, en mettant l'accent sur la sensibilisation aux principes de Busan pour une coopération efficace au service du développement. La formation sera organisée par l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA).

23. Quelques membres ont également fait part de projets pour d'autres réunions à venir et ont rendu compte d'événements antérieurs. Les Philippines, notant son rôle comme représentant des pays à revenu intermédiaire qui reçoivent et fournissent de l'aide, a indiqué souhaiter accueillir une conférence sur les économies à revenu intermédiaire au début de l'année 2015. Le Pérou prévoit également d'organiser une réunion régionale sur l'efficacité de la coopération début 2015. Les donateurs arabes ont récemment organisé un atelier parrainé par la Banque islamique de développement afin de sensibiliser au programme du Partenariat mondial. CGLU et FOGAR ont indiqué qu'ils pouvaient apporter leurs contributions lors des principales réunions des gouvernements locaux.

24. L'UE a noté qu'elle procède à des échanges réguliers de points de vue avec ses États membres concernant les meilleures pratiques. Le secteur privé, a noté le rôle que joue le réseau de Partenariats pour la prospérité (P4P) dans la coordination au sein du groupe (circonscription) du secteur privé, et a également souligné le rôle des Centres d'affaires au niveau national (en Colombie, par exemple). Le Bangladesh a mentionné une plateforme régionale en Asie sur la coopération Sud-Sud triangulaire, qui examine la demande en matière de CSS. Le SFIP a pris note des efforts déployés dans la région du Pacifique pour étendre l'évaluation collégiale aux partenaires de développement.

25. Certains membres ont proposé d'étendre l'exercice de suivi à un plus grand nombre de pays et de renforcer le processus de suivi, notamment par la création d'un groupe consultatif technique, en vue d'obtenir un soutien plus large et de poursuivre le renforcement du processus de suivi (États-Unis, Bangladesh, POED, UE, CSI, SFIP, PNUD/GNUD, Banque mondiale/BMD).

26. Plusieurs membres ont souligné l'importance du renforcement de la mise en œuvre à l'échelon national, notamment en soutenant les cadres nationaux de coopération (UIP, PNUD/GNUD) et de l'échange d'informations sur les expériences nationales concernant la mise en œuvre (El Salvador). L'équipe d'appui a noté que le travail du PNUD sur une coopération efficace en faveur du développement au niveau national est effectué par le pays et que le PNUD n'intervient qu'à titre de facilitateur et de fournisseur d'un soutien consultatif déterminé par la demande. Les principaux domaines d'activités de l'équipe d'appui pour corroborer les données probantes et la mise en œuvre comprennent, les services du Bureau d'assistance, le soutien consultatif, la fourniture d'éléments probants complémentaires, l'identification d'activités qui se déroulent ailleurs et la collaboration à ces dernières, le soutien apporté à des ateliers régionaux, et l'apport d'un soutien consultatif sur demande. L'équipe d'appui a indiqué qu'une note conceptuelle et un budget seraient distribués sous peu.

27. Sur la question des Initiatives volontaires, plusieurs membres ont suggéré de les utiliser davantage – ainsi que les Éléments constitutifs (Bangladesh, POED, PNUD/GNUD). Certains membres ont suggéré d'identifier des opportunités lors de la réunion des organisateurs des Initiatives afin qu'ils puissent comparer leur plan de travail actuels et trouver les moyens d'assurer des synergies pratiques entre les axes de travail de fond. L'UE a offert d'organiser une réunion qui porterait principalement sur l'examen des divers axes de travail du Partenariat mondial, y compris sur les activités accomplies par les organisations régionales, les Éléments constitutifs, les initiatives volontaires et d'autres circonscriptions/groupes.

28. Quelques membres ont présentés brièvement des mises à jour de certaines initiatives. La Fondation STARS a fait remarquer que les Directives volontaires pour l'engagement philanthropique efficace, sont un outil permettant de mener un engagement philanthropique plus efficace dans les domaines du dialogue, du partage des données et de l'établissement de partenariats. Des projets pilotes au niveau national commencent au Mexique, en Colombie et d'autres devraient prochainement débiter au Ghana, aux Émirats arabes unis et dans d'autres pays. Dans chacun d'entre eux, une Fondation régionale prend la tête de l'initiative.

29. CGLU et FOGAR ont mis en exergue la possibilité de tirer parti de leur initiative visant à élaborer des feuilles de route pays destinées aux gouvernements locaux et régionaux sur la mise en œuvre des engagements de Busan - 10 pays pilotes devraient y prendre part en 2016 et jusqu'à 40 pays d'ici à 2018. Le Bangladesh a cité l'Élément constitutif sur les résultats et la redevabilité comme un réseau qui peut faire progresser le travail et faire valoir les données probantes du Partenariat. Le PNUD et le GNUD ont également évoqué la possibilité d'une association plus étroite avec le New Deal.

30. Les États-Unis ont mis en exergue la Plateforme pour des institutions efficaces (ou Plateforme sur l'efficacité des Institutions) en tant que coalition multi-parties prenantes qui peut servir de modèle pour faire progresser les travaux consacrés à des domaines spécifiques au sein du Partenariat. La PIE comprend cinq piliers relatifs à la concrétisation du changement, aux indicateurs, à la mobilisation des ressources intérieures, à l'utilisation des systèmes nationaux et aux institutions efficaces/responsables. Chaque pilier a des champions et se doit d'accomplir son propre travail. Les Coprésidents et le Secrétariat diffusent le travail et les messages clés. La Plateforme a également permis de rassembler des acteurs comme la Chine, qui ont joué un rôle moins actif dans le travail de base du Partenariat.

31. Quelques membres ont également évoqué la possibilité de poursuivre le renforcement du rôle que le Partenariat joue pour soutenir le partage des connaissances et l'échange de pratiques (El Salvador, OCDE, Banque mondiale). La Banque mondiale a proposé de mettre davantage l'accent sur les processus de partage des connaissances menés par les pays, en s'appuyant sur des plateformes de connaissances existantes pour partager les connaissances dans des domaines thématiques particuliers, y compris de tirer parti des réseaux actuels, tels que le Réseau mondial d'échanges de connaissances pour le développement (GDLN) – en vue de soutenir et de faciliter les initiatives de partage des connaissances du Partenariat mondial. D'autres partenariats avec des groupes de réflexion et des universités pourraient également être établis, où des pays intéressés, dont El Salvador, pourrait partager leurs expériences (El Salvador).

32. Quelques suggestions concernant le travail de l'équipe d'appui ont été faites, y compris de s'orienter vers une équipe plus «marquée » (UE) ; de réserver l'équipe d'appui à des activités mettant davantage l'accent sur le suivi et le contrôle des initiatives et des réseaux pertinents (SFIP) ; et de faire part d'un plan de travail et d'un budget succincts. Dans ce contexte, l'équipe d'appui conjointe a fortement préconisé aux membres du Comité d'obtenir les ressources nécessaires pour qu'elle puisse fonctionner au cours de la prochaine période biennale.

33. Plus généralement, les membres ont suggéré d'adopter une approche plus structurée du Partenariat mondial pour progresser, y compris sur la façon de soutenir la mise en œuvre de l'après-2015 (POED, OCDE, Banque mondiale/BMD). La Banque mondiale/BMD a suggéré que l'approche du Partenariat devrait se fonder sur les avantages comparatifs dont il bénéficie en tant que plateforme ouverte à tous (inclusive), multi-parties prenantes et devrait mettre l'accent sur l'efficacité de l'aide. En ce qui concerne l'association au processus de l'ONU pour l'après-2015, des suggestions ont été faites pour que : les Coprésidents envoient une lettre (EU) ; les États membres prennent l'initiative pour apporter des contributions (PNUD) ; et ; pour que le Partenariat mette l'accent sur la démonstration de sa pertinence par rapport à la mise en œuvre

du Programme de développement pour l'après-2015, plutôt que sur l'obtention de références formelles (PNUD/GNUD).

34. Certains membres ont également donné des conseils supplémentaires quant à l'orientation de fond du Partenariat, en s'appuyant sur les discussions qui ont eu lieu au cours de la Séance 1. Les domaines auxquels une importance accrue pourrait probablement être accordée, incluaient : la collecte et la diffusion du travail sur des approches efficaces relatives à la mobilisation des ressources intérieures en réunissant différents axes de travail et en définissant des pratiques exemplaires (UA, OCDE) ; l'efficacité de la coopération dans les États fragiles (UA, OCDE) ; le renforcement de l'environnement favorable au secteur privé et l'incorporation accrue d'entreprises dans le secteur formel (secteur privé) ; l'élaboration d'un manuel contenant un choix de réformes des politiques (UIP) ; et, le financement du développement – y compris son rattachement aux discussions du CAD de l'OCDE et aux préparatifs de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement qui se tiendra à Addis-Abeba en 2015 (Bangladesh, OCDE, Banque mondiale/BMD).

35. Pour clore la séance, le Président a pris note des conseils reçus sur le travail du Comité de pilotage. Il a noté en particulier la suggestion de rendre plus compréhensible le langage employé dans les activités et les documents du Partenariat pour les non-spécialistes ; de consolider et de rationaliser le travail des Initiatives volontaires, des Éléments constitutifs et d'autres axes de travail liés au Partenariat ; de tirer pleinement parti de l'atelier en Corée ; et, de préciser davantage l'association aux processus des Nations Unies. Cette dernière suggestion comprend d'apporter une contribution au rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU et d'établir des synergies avec le FCD – y compris la formation d'un groupe de travail conjoint avec les membres du Comité et du groupe consultatif du FCD.

Prochaines étapes (*séance présidée par le Mexique*)

36. Le Président a récapitulé les messages clés du Comité en ce qui concerne la vision du Partenariat mondial, soulignant l'orientation qui entend accorder une plus grande importance aux actions menées et à la présentation des résultats obtenus. Le Partenariat doit : être une plateforme ouverte à tous, multi-parties prenantes et gérée par ses membres, qui demande une coopération au développement plus efficace ; mettre l'accent sur le niveau national, mais en utilisant des perspectives régionales et en assurant la pertinence mondiale de son travail ; communiquer clairement les résultats ; se concentrer sur des questions concrètes et pratiques fondées sur des données factuelles et mettre en exergue les meilleures pratiques ; se servir des Initiatives volontaires pour présenter de bonnes pratiques et produire des données probantes ; renforcer le cadre de suivi ; et, apporter une contribution utile à la mise en œuvre et à la redevabilité à l'égard du Programme de développement pour l'après-2015 et du processus de financement du développement.

37. En ce qui concerne la réalisation de la vision du Partenariat, le Président a résumé les principaux messages reçus : le modèle reposant sur la circonscription doit être renforcé, et les membres du Comité de pilotage sont chargés de diriger les efforts de mise en œuvre et d'assurer la participation constante de leur circonscription dans son ensemble ; les membres doivent effectuer des tâches prévues entre les réunions, tirant des informations des réseaux, initiatives et événements existants et communiquant ces informations à leur tour au Comité (par exemple concernant l'atelier de la Corée, les consultations régionales, les Initiatives volontaires) ; le travail du Partenariat devrait être ascendant et dirigé au niveau des pays, avec des investissements faits à l'échelon national ; l'exercice de suivi doit être renforcé ; et, l'équipe d'appui doit bénéficier de ressources suffisantes pour soutenir le Comité de pilotage avec efficacité.

38. Le Malawi a réaffirmé le message selon lequel le Partenariat doit accorder la priorité à la présentation de résultats concrets. Les Pays-Bas ont souligné l'importance d'organiser et de

contribuer à des événements, de formuler des idées pour ces événements et de renforcer la complémentarité du Partenariat mondial et du FCD¹. Les représentants néerlandais ont fait remarquer que la prochaine réunion du Comité de pilotage aurait lieu aux Pays-Bas, après la tenue de l'atelier de la Corée et qu'une date précise n'a pas encore été confirmée.

¹ La réunion du Comité de pilotage a été suivie d'une réunion conjointe entre les membres du groupe consultatif du FCD et du Comité de pilotage du PMCED. Un compte-rendu de cette réunion sera prochainement disponible.

Annexe 1 : Liste des participants

Liste des participants – Sixième réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement

Le 9 juillet 2014, à New York

Coprésidents

Pays-Bas	Mr. Christiaan REBERGEN Deputy Director General, International Cooperation, Ministry of Foreign Affairs
	Mrs. Fatimazhra BELHIRCH Special Advisor on Global Partnership, Ministry of Foreign Affairs
	Ms. Laura PLATENKAMP Policy Officer, Taskforce Global Partnership for Effective Development Cooperation (GPEDC) Ministry of Foreign Affairs
	Ms. Lieke WILLEMSSEN Policy Officer, Office for International Development, Netherlands Ministry of Foreign Affairs
	Mr. Niek de Regt
Mexique	Mr. Juan Manuel VALLE PERENA Executive Director, Mexican Agency for International Development Cooperation Ministry of Foreign Affairs
	Ms. Daniela BORBOLLA COMPEAN Director General for Development Cooperation Policy and Planning Mexican Agency for International Development Cooperation (AMEXCID)
	Mr. Noel GONZALEZ Deputy Director General for Policy Making Mexican Agency for International Development Cooperation
	Ms. Andrea HURTADO EPSTEIN Deputy Director for Policy Making Mexican Agency for International Development Cooperation (AMEXCID)
Malawi	Represented by Permanent Representative to the UN Mr. Charles Msosa

Membres du Comité de pilotage²

UA (Union africaine)/NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique)	Dr. Mothae Anthony Maruping Commissioner for Economic Affairs, African Union Commission
	Mrs. Florence NAZARE Head Capacity Development Division, NEPAD Planning & Coordinating Agency
Groupe de coordination des donateurs arabes	Mr. Fuad ALBASSAM Assistant Director-General, Public Sector Operations Department OPEC Fund for International Development
	Mr. Said AISSI Advisor to Director-General, Operations Management, OPEC Fund for International Development
Bangladesh	Mr. Mohammad MEJBAHUDDIN

² Exceptionnellement, pour cette réunion du Comité de pilotage, seules les délégations disposant d'une mission basée à New York, ont été invitées à inscrire un participant supplémentaire pour assister à la réunion du Comité de pilotage.

	Secretary, Economic Relations Division, Ministry of Finance of Bangladesh
Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement	Mr. Richard SSEWAKIRYANGA Executive Director, Uganda National NGO Forum CSO Partnership for Development Effectiveness
	Ms. Maria Theresa LAURON Co-chair, CSO Partnership for Effective Development Co-operation International Department, IBON International
	Ms. Nerea CRAVIOTTO ORTEGA Lead Advocacy Coordinator, Economic Justice, AWID
El Salvador	Ms. Alejandra Sofia CASTILLO Adviser to the Deputy Minister of Development Cooperation Vice Ministry of Development Cooperation
	Ana Mercedes VÁSQUEZ ÁVALOS Director of Multilateral Cooperation, Vice Ministry of Development Cooperation
UE (Union européenne)	Mr. Klaus RUDISCHHAUSER Deputy Director General DG Development and Cooperation - EuropeAid
	Ms. Ellen KELLY DG Development and Cooperation (EuropeAid)
Corée	Youngju OH Director General, Development Cooperation Bureau, Ministry of Foreign Affairs
	Mlle. Hye-Ryoung SONG Deputy Director, Development Policy Division, Ministry of Foreign Affairs
OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)/CAD (Comité d'aide au développement)	Mr. Erik SOLHEIM DAC Chair, DCD
	Ms. Brenda KILLEN Deputy Director, DCD
Parlementaires	Mr. Martin CHUNGONG IPU's Deputy Secretary General, Inter-Parliamentary Union
	Mr. Alessandro MOTTER Senior Advisor, Economic and social affairs, Inter-Parliamentary Union Office of the IPU Permanent Observer to the UN
Pérou et Colombie	Mr. Gustavo MEZA-CUADRA Ambassador, Permanent Mission of Peru to the United Nations, New York
	Ms. Marina Eugenia ECHEVERRIA HERRERA Director of International Cooperation, Ministry of Foreign Affairs
	Mrs. Milagros MIRANDA ROJAS Minister Counsellor, Permanent Mission of Peru to the United Nations Ministry of Foreign Affairs
	Ms. Maria Andrea ALBÁN Director of International Cooperation, Ministry of Foreign Affairs of Colombia (accompanying Peru in preparation for stepping in as Committee member in January 2015)
Philippines	Mr. Rolando TUNGPALAN Undersecretary, National Economic and Development Authority
Parties prenantes du Secteur privé	Dr. John D. SULLIVAN Executive Director Center for International Private Enterprise

	Ms. Louise KANTROW Permanent Representative to the United Nations International Chamber of Commerce
Secrétariat du Forum des Îles Pacifiques (SFIP)	Mr. Alfred SCHUSTER Development Cooperation Advisor, Pacific Islands Forum Secretariat
Fondation STARS	Mr. David CROOK Development Director, STARS Foundation
TUAC(Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE)/CSI (Confédération syndicale internationale)	Mr. Jan DEREYMAEKER Trade Union Development Cooperation Coordinator ITUC-CSI Mr. Matt SIMONDS Liaison Officer/Policy Advisor Trade Union Advisory Committee (TUAC)
Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)/ Forum global d'associations de régions (FOGAR)	Manel MANUNELLES General Director of Multilateral and European Affairs, Catalan Government Mme Helena VICENTE SALAZAR Advocacy and Education Chef Department Catalan Agency for Cooperation Development, Catalan Government M ^{me} Renske STEENBERGEN Policy Officer, International Affairs, UNG International (member of UCLG)
PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)/ GNUM (Groupe des Nations Unies pour le développement)	Mr. Michael O'NEILL Assistant Secretary-General & Assistant Administrator Bureau of External Relations and Advocacy Mr. Paolo GALLI Cluster Leader, Multilateral Affairs and UN Coherence Cluster, BERA, UN Development Programme (UNDP)
États-Unis	Mr. Steven PIERCE Special Coordinator, Development Effectiveness, U.S. Agency for International Development
Banque mondiale	Ms. Mariam SHERMAN Director, OPSRE, World Bank Group Harika MASUD Consultant, World Bank

Équipe d'appui conjointe OCDE/PNUD

Mr. Niloy Banerjee
Director for Knowledge, Innovation and Capacity, UNDP

Mr. Derek KILNER
Partnerships Development Analyst, Bureau of External Relations and Advocacy, UNDP

Ms. Hanna-Mari KILPELAINEN
Policy Analyst, DCD/GPP, OECD

Ms. Sumi HAN
Consultant, UNDP

Ms. Marjolaine NICOD
Senior Policy Analyst, DCD/GPP, OECD

Ms. Patti O'NEILL
Head of Division, Global Partnership and Policies Division, OECD

Ms. Yuko SUZUKI
Policy Adviser, Effective Development Co-operation/BDP, UNDP